

Santé : il faut que ça bouge et vite (p. 5)

COMMUNISTES

Envoyer une majorité de députés de gauche à l'Assemblée



Vidéo

Retour sur la mobilisation sur la santé mardi 7 juin #nupes

Décider

Étrange ou pervers ce Président qui annonce pour demain, pour bientôt, pour l'après législatives un grand débat national, participatif, horizontal, où l'on fera le tour de toutes les questions qui taraudent l'opinion, alors que dans le même temps il chloroforme la discussion publique, il étouffe la campagne électorale, il congèle les échanges. Au point que nombre de concitoyennes et concitoyens rencontré·e·s sur les marchés ou dans les porte-à-porte disent : « Les législatives ? quelles législatives ? » Le pouvoir tue la discussion. C'est son intérêt, pense-t-il. Ça reste à voir. Pour une fois, l'ex-ministre de la Santé Olivier Véran parle vrai quand il confesse dans la presse : « L'élection va se décider dans les derniers jours. » ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse: €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives,
faites le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

LA PELLE DU 12 JUIN



18 juin : Danse & partage avec les paysans : journée de tables rondes et de concerts organisée par la Confédération paysanne. Ferme des Desrués, Dornes (58)

Jusqu'au 19 juin : Exposition « *Le rire de Cabu* », à l'occasion de la journée de la liberté de la presse. Du mardi au dimanche, entrée gratuite. Hôtel de région, Montpellier (34)

21 juin, à partir de 18 h : Fête de la musique à la Maison du PCF de Villeneuve-le-Roi (39 rue Henri-Lusseau) (94)

24 & 25 juin : Fête du Travailleur Alpin : débats, animations, concerts... Pass 2 jours à 29 € en prévente, 33 € sur place, billets en vente sur fete.travailleur-alpin.fr/billetterie/ Esplanade de Grenoble (38)

1^{er} & 2 juillet : Fête du Travailleur Catalan : débats, stands associatifs, concerts avec notamment Mouss & Hakim et Jahneration. Bon de soutien : 25 € les 2 jours (jusqu'au jeudi 30 juin auprès des militants communistes et à la maison des communistes - 04 68 35 63 64). Route interplage, Argelès-sur-Mer (66)

9, 10 & 11 septembre : Fête de l'Humanité dans un nouveau site ! Elle se déroulera sur la « Base 217 », au Plessis-Pâté (91). Bons de soutien à 35 € en vente auprès des camarades.

Jusqu'au 19 septembre : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

1^{er} & 2 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, plus d'informations à venir.

1^{er} & 2 octobre : 3^e salon du livre et 7^e Fête de l'Humanité Sologne, organisés par les Amis de l'Humanité Sologne Romorantin. Villefranche-sur-Cher (41)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

FÊTE de l'Humanité Haute-Garonne, à Pechbonnieu (31), les 4 & 5 juin

CONFÉRENCE de l'Université populaire de l'Aube : « *Pour que l'homme ne soit pas l'avenir de la femme, quelle égalité femmes-hommes ?* », à Saint-Julien-les-Villas (10), le 7 juin

Loïc Pen : des urgences à l'Assemblée nationale !

La 7^{ème} circonscription de l'Oise, qui s'étend des quartiers populaires du Bassin creillois jusqu'à la campagne verdoyante du Clermontois, enverra-t-elle le médecin urgentiste Loïc Pen à l'Assemblée nationale ? Ce qui paraissait difficilement envisageable il y a quelques mois, dans ce territoire représenté par le député LR Minot, bien implanté dans le monde rural, apparaît maintenant possible, comme le pointe la presse.

La campagne, menée tambour battant, s'inscrit dans le prolongement des luttes pour la Santé dont notre camarade est devenu une figure populaire, et dans une démarche longue de rassemblement à gauche dont il fut un artisan actif. Médecin urgentiste à l'hôpital de Creil, militant syndical depuis ses années étudiantes, Loïc a été un des organisateurs des actions pour la défense des hôpitaux et des maternités de Creil et de Clermont, face aux logiques comptables et aux discours de résignation. Récemment, ses « Facebook en direct » avec l'Humanité durant la crise Covid, avec ses analyses et ses propositions sérieuses, son engagement pour la vaccination, l'ont fait connaître et apprécier largement. Le tout récent avis du rapporteur public du Conseil d'État donnant raison aux opposants à la fermeture de la maternité de Creil est venu encore crédibiliser son action. L'idée qu'un médecin, en activité - comme le montrent ses vidéos partagées sur ses prises de garde de 24 h au service des urgences - puisse porter à l'Assemblée l'exigence d'autres choix pour la santé grandit, dans ce territoire marqué par la désertification médicale.

Loïc c'est aussi un acteur du rassemblement à gauche. Aux Municipales 2020, il conduit à Nogent-sur-Oise (4^{ème} ville de l'Oise) une liste de rassemblement de toutes les forces de gauche et écologistes, met en ballottage le maire macroniste, devance nettement la droite longtemps puissante et apparaît comme l'alternative pour l'avenir. Aux Départementales, il est artisan de l'accord départemental « l'Oise en commun », entre PCF, PS, EELV et PRG, avec des candidatures communes dans tous les cantons. Aux Régionales des Hauts-de-France, il est le négociateur du PCF, dans des conditions difficiles, de l'accord permettant une liste de rassemblement face à X. Bertrand et au RN. À chaque fois, il y a gagné le respect des autres composantes politiques.

C'est ainsi que, quelques semaines avant le 1^{er} tour de la présidentielle où il anima la campagne pour Fabien Roussel sur la circonscription, il annonce publiquement sa candidature, avec comme suppléante Mirjana Jakovljevic, adjointe au maire socialiste de Liancourt, et avec le soutien de celui-ci, aux côtés des trois maires communistes de la circonscription. Et cette proposition de candidature unitaire est portée dans le débat public par le PCF Oise, avec un soutien à l'idée d'autres candidatures unitaires LFI, PS, EELV dans les autres circonscriptions.

Tout cela a permis de faire valoir, avec l'appui de la candidate LFI sur la circonscription voisine, tout l'intérêt de la candidature de Loïc. Et il n'a fallu que quelques heures après l'accord national pour lancer la campagne en grand, avec une première réunion d'une centaine de militants et amis, un premier tract dans toutes les boîtes aux lettres et une affiche, et les premiers points de rencontre.

Avec, par la suite, un grand journal, rappelant à la fois les combats de Loïc et ses soutiens larges, comme ceux de la sénatrice socialiste et de nombreux élus de gauche et écologistes ou celui de Patrick Peloux.

Le plan de travail est fourni, avec de multiples rencontres publiques - un meeting commun aux deux circonscriptions du Bassin creillois avec la candidate LFI voisine et la participation de Léon Deffontaines et Gérard Filoche, et un autre prévu avec Fabien Gay. De nombreux porte-à-porte dans les cités populaires, avec des appels des maires de gauche...

Les retours sont bons, avec une mobilisation notamment dans les quartiers populaires, et avec un indéniable capital de sympathie. Pour autant, Loïc incite à ne rien lâcher jusqu'au bout sur ce territoire où la droite reste forte, même si elle apparaît très divisée entre LR et LREM, et où l'extrême droite a obtenu 38,5 % des voix au 1^{er} tour de la présidentielle, le total gauche étant de 30,65 %.

Mais l'espoir grandit de pouvoir faire élire Loïc Pen député, et de contribuer à l'élection d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, pour changer la vie dès le 1^{er} juillet. ✪

Thierry Aury
secrétaire départemental membre du CN



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourrière,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mél : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGE ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Santé : il faut que ça bouge, et vite

Note de la commission Santé-Protection sociale

En janvier 2018, les parlementaires communistes rencontraient les hospitaliers et lançaient leur tour de France, de février 2018 à juin 2019, avec l'élaboration d'un plan d'urgence pour l'hôpital et d'une proposition de loi.

En mai 2020, nous écrivions : Plus que jamais à l'ordre du jour ! Un plan d'urgence pour les hôpitaux publics, les Ehpad ! Et nous avons réactualisé notre plan d'urgence de 2018. Deux ans plus tard, l'hôpital public est en détresse vitale. On est donc bien toutes et tous d'accord qu'il faut que ça bouge et vite. Après la grande claque du Covid et l'objectif programmé de l'effacement de l'hôpital public, nous devons apporter des réponses à court et moyen termes.

Avant même de repenser la globalité de notre système de santé, en incapacité aujourd'hui de répondre à l'ensemble des besoins de santé, il faut stopper l'acharnement mis depuis plus de trente ans à détruire l'hôpital public et les mensonges de Véran/Macron ! Et il ne suffit pas de changer de ministre pour changer de politique !

La séquence que nous vivons à la veille de congés d'été risque de donner le coup de grâce à l'hôpital public. Par plusieurs milliers, les soignant-e-s, les médecins hospitaliers, quittent leur établissement, entraînant la fermeture de centaines de lits et de services entiers, tels que les urgences.

La commission des Affaires sociales du Sénat a lancé, le 17 novembre 2021, une mission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France.

Le constat dressé par les représentants des personnels soignants et des praticiens auditionnés est un constat de désastre. Selon le Syndicat national des professionnels infirmiers, 7 500 postes vacants d'infirmiers étaient recensés en juin 2020 ; en septembre 2020, ils étaient 34 000. Aujourd'hui, ce sont 60 000 postes qui manquent. Après la Covid-19, 10 à 20 % des postes infirmiers sont

vacants, 10 % des effectifs en maladie, *burn out*, dépression. Ils parlent d'une spirale infernale : « Plus les conditions de travail se dégradent, plus vous avez de départs ! Et plus la charge de travail augmente pour ceux qui restent, plus vous avez de nouveaux départs. »

Les hôpitaux publics fonctionnent aujourd'hui avec la moitié du personnel paramédical (IDE et AS) en intérim ou vacations, afin de remplacer les absences. Ce qui pose le problème de la précarité, avec en filigrane la remise en cause du statut, mais aussi d'une réelle difficulté de fonctionnement des services. L'expertise s'en va, avec des difficultés d'accompagnement des nouveaux arrivants. Une équipe, c'est un collectif de travail, ce n'est pas une somme d'individus.

Côté médecins, c'est la même chose, avec des plannings de travail éreintants, le cumul des heures, le manque de contacts avec les patient-e-s, il y a un accroissement de la perte d'intérêt au travail notamment chez les jeunes médecins. Beaucoup de services et particulièrement les urgences fonctionnent aujourd'hui avec des médecins à diplôme hors Union européenne (les Padhue) qui, malgré la reconnaissance de leur diplôme (pour près de 5 000 d'entre eux), et en exercice dans les hôpitaux sur tout le territoire, attendent un poste, un contrat pérenne, tandis que les fermetures de lits et de services d'urgence se multiplient faute de personnels.

Et pendant ce temps-là, sournoisement les grands groupes de la santé privée se restructurent, se substituent au secteur public avec la bénédiction des ARS et l'argent de la Sécurité sociale.

Vendredi 27 mai, sur France info, Lamine Gharbi, président de la Fédé-

ration de l'hospitalisation privée, a d'ailleurs lancé un appel : « Nos services d'urgences ne sont pas saturés, on demande que le 15 nous envoie des patients. » Le privé entre en scène : « On peut vous aider, nous on sait gérer. »

À l'origine de ce dysfonctionnement, les politiques publiques des vingt dernières années, qui ont privilégié les restrictions budgétaires au détriment de la qualité des soins, des conditions de travail des personnels, des investissements dans le matériel, du maintien des établissements de santé de proximité, des capacités d'accueil des hôpitaux et plus globalement de la démocratie sanitaire.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron a poursuivi méthodiquement cette politique d'affaiblissement de la santé et de l'hôpital public, avec l'amplification du virage ambulatoire entraînant des suppressions de lits. Au nombre de lits que le ministère a fait fermer pour réaliser des économies (5 700 en 2020, 3 400 en 2019, 4 000 en 2018), s'ajoutent les 69 000 places d'hospitalisation à temps complet qui ont disparu entre 2003 et 2017, le maintien de la T2A qui asphyxie financièrement les établissements, la fermeture d'hôpitaux de proximité et de maternités, ou encore les fusions d'établissements au sein des groupements hospitaliers de territoires (GHT) qui assèchent l'offre de soins au plus près des populations.

Comment fait-on aujourd'hui pour s'en sortir ? Les salaires, les recrutements, la formation sont au cœur des solutions !

Les revendications d'hier et d'aujourd'hui sont vitales : elles doivent faire l'objet d'une négociation nationale, dès juillet 2022, avec les représentants des personnels hospitaliers et des usagers.

Le plan d'urgence pour l'hôpital proposé par le PCF bien avant la crise sanitaire est plus que jamais d'actualité : son fil rouge reste l'humain pour restaurer les missions de l'hôpital public, avec au cœur la place des personnels, leur bien-être au travail, leur reconnaissance et le respect de leur éthique de soin.

À court terme :

Les rémunérations.

Les salaires bloqués depuis 12 ans participent à l'hémorragie du personnel. Les 183 euros mensuels du Ségur de la Santé en plus sur la feuille de paye restent encore décalés par rapport au salaire moyen des infirmier-e-s en Europe, malgré ce qu'a osé déclarer le 12 mai 2022 l'ex-ministre de la santé O.Véran : « Non, ce n'est pas un problème salarial, ce n'est pas un problème d'effectif, c'est un problème d'organisation. » Revaloriser les salaires en relevant le point d'indice à 6 € (pour la CGT)



est une des priorités pour donner envie de rester ou d'intégrer l'hôpital public, comme l'est autant la titularisation de tous les contractuel·le·s. Au-delà et simultanément, il est indispensable de réaliser une refonte des grilles indiciaires pour que celles et ceux qui sont sur la brèche voient les rémunérations enfin réévaluées en compensation de leur place indispensable dans la société...

Dans le même temps, il faut moduler et réglementer les revenus des médecins du privé ; c'est le marché qui fixe le financement des médecins dans les cliniques à but lucratif. Il faut mettre fin à ce « mercato » pour enrayer la fuite des médecins du public, tentés par des salaires mirobolants.

• Les recrutements et formations paramédicales et médicales.

L'estimation d'un besoin de 100 000 emplois est largement dépassée ! La situation exige de faire le compte des besoins par établissement, par département (ou bassin de vie) : les emplois soignants et non-soignants qui peuvent faire l'objet d'embauches immédiates avec la reconnaissance par les salaires, le financement et l'encouragement aux formations promotionnelles continues qualifiantes, permettant à des professionnel·le·s exténué·e·s de reprendre goût au soin à travers de nouvelles qualifications, un nouveau métier ; des pré-recrutements salariant des jeunes pendant leur formation en échange d'un engagement dans le public doivent être financés dans un vaste plan national de formation. Le secteur de la santé et du social est un remarquable terrain de mise en application des propositions du PCF de sécurité emploi formation, un investissement pour notre santé.

Les moyens des facultés et instituts de formation doivent être revus à la hausse dès cette rentrée 2022.

Enfin, il faut donner envie aux personnels de rester, d'y venir, en reconstituant les équipes, le travail concerté dans les services, revaloriser les services rendus, notamment des médecins hospitaliers, dont les médecins étrangers non-européens dont l'avenir est menacé, en restaurant des instances démocratiques à l'hôpital. L'urgence est bien de redonner la parole aux soignant·e·s et à l'ensemble des hospitaliers !

Autre exigence non négociable : stopper les restructurations, la fermeture des lits et en ré-ouvrir tout de suite afin d'éviter le casse-tête des urgences aujourd'hui, pour trouver des lits d'aval disponibles pour leurs patient·e·s en voie d'hospitalisation.

Revoir avec la médecine de ville (généralistes et spécialistes) et les établissements privés la permanence des soins la nuit et les week-ends.

Le nouveau ministère de B. Bourguignon consacré exclusivement à la santé et à la prévention sera impuissant si les cordons de la bourse, le contrôle de la Sécurité sociale sont toujours à Bercy, dans les mains des émissaires des marchés financiers !

La nouvelle Assemblée nationale devra d'urgence voter une loi rectificative à la loi de financement 2022 de la Sécurité sociale pour donner enfin aux hôpitaux les moyens financiers nécessaires pour répondre aux besoins des populations, pour redonner espoir au personnel en des jours heureux et arrêter l'hémorragie des soignants.

Dans la perspective du PLFSS 2023, il faudra en finir avec la T2A et restaurer des budgets de fonctionnement permettant la sécurisation des activités et leur évolution. Ces dotations de financement pourraient s'opérer en fonction des besoins des bassins de population facilement identifiables par la CPAM qui recense tous les actes médicaux, en lien avec des instances démocratiques départementales, régionales et nationales réunissant tous les acteurs (professionnel·le·s et leurs représentant·e·s, élu·e·s, usager·e·s, directions d'établissement). Et ceci en remplacement à terme des ARS (agences régionales de santé).

Des mesures financières fortes doivent être prises, comme la suppression de la taxe sur les salaires qui pénalise les embauches hospitalières (estimée à 4 Md €) et le remboursement à l'État de la TVA qui freine l'investissement et les achats indispensables. Ces 2 mesures, qui ne coûteraient rien à la Sécurité sociale, dégageraient immédiatement plus de 10 % de marge de manœuvre pour le budget hospitalier.

Les 30 Md € de dettes cumulés par les établissements doivent faire l'objet d'une reprise totale par l'État. Cette dette peut-être refinancée par la BCE dans le cadre de prêts à taux très bas de long terme.

• Relance de l'investissement

Les 19 milliards d'investissement annoncés à grands coups de communication lors du Ségur et étalés sur 10 ans vont, on ne peut en douter, constituer un levier pour restructurer encore et encore l'hôpital public et le système de santé.

Nous pensons que la France a les moyens de réorienter le pôle public financier autour de la CDC.

Ce pôle financier public pourrait devenir l'acteur pivot d'une nouvelle politique de financement, notamment de leurs investissements lourds. Dans l'immédiat, il pourrait effacer les emprunts toxiques, renégocier les autres via la BCE. Ainsi, notre proposition d'un fonds européen prend toute sa crédibilité, tout en libérant les ressources de la Sécurité sociale. C'est le choix ultra-libéral de baisse des dépenses de santé remboursées qui détruit l'hôpital public sciemment et méthodiquement, au profit du privé... D'où l'enjeu stratégique de la Sécu, et l'importance des propositions portées par nos député·e·s dans ce quinquennat, parlementaires qui, nous l'espérons toutes et tous, seront nombreuses et nombreux après le 19 juin.

Penser à l'avenir de l'hôpital public, remettre à flot notre système de soins, tout en répondant à l'urgence sanitaire, exige un plan massif de soutien aux hôpitaux, accompagné d'une grande loi de santé publique, loi programmatique sanitaire et budgétaire pluriannuelle.

Dans l'immédiat, il est indispensable de participer, à travers tout le pays, à l'appel à mobilisation du secteur Santé et médico-social du 7 juin, appel soutenu par 9 organisations de salarié·e·s et d'usager·e·s. ✪

Maryse Montargon

responsable nationale du collectif Santé,
protection sociale (30 mai 2022)

9, 10, 11 septembre

Fête de l'Humanité



La Fête quitte le parc de La Courneuve pour une nouvelle adresse : l'ancienne base aérienne 217 au Plessis-Pâté, une commune située à 28 kilomètres au sud de Paris, en plein cœur de l'Essonne, et qui jouxte Brétigny-sur-Orge.

Les bons de soutien sont disponibles directement au journal l'Humanité, et bien sûr auprès des militantes et militants communistes qui en assurent une large diffusion, à 35 euros.

Week-end réussi

Tous ensemble pour une France des Jours heureux, c'est sous cette banderole que s'ouvrait la Fête.

Sous un ciel menaçant, la Fête de l'Huma a renoué avec un site en plein air à Pechbonnieu à côté de Toulouse. Le mauvais temps et les orages violents du week-end auront empêché beaucoup de s'y rendre, mais les 1 700 participants ont, eux, pleinement profité des débats et concerts.

Les législatives et le rassemblement à gauche étaient au cœur des discussions et des débats, avec la présence de l'ensemble des représentants des composantes de la Nupes réunis dans un débat et l'intervention d'Igor Zamichiei lors du meeting saluant les candidats et candidates de la Nupes venus nombreux sur la Fête.

L'objectif est clair : tout faire d'ici les 12 et 19 juin pour mettre au cœur des enjeux la question du pouvoir d'achat, de l'augmentation des salaires, de l'emploi, et pour permettre l'élection du plus grand nombre de députés de la coalition de gauche opposés à Emmanuel Macron et à l'extrême droite. Et cette ambition résonne dans un département où FI, PS, EELV et G.s espèrent réussir à se faire élire dans les 10 circonscriptions en gagnant face aux 9 députés de LREM.

Malgré l'absence de candidats PCF sur tout le département et quasiment dans toute l'Occitanie, les élu·e·s et militant·e·s sont engagés dans la campagne électorale pour faire gagner les candidats de gauche. Devant 650 militants, Igor Zamichiei, lors du meeting, rappelle cet engagement national du PCF, pris dès la campagne présidentielle de Fabien Roussel : permettre la mise en place de choix politiques opposés à ceux du capital et de Macron, empêcher la retraite à 65 ans, développer les services publics, donner du pouvoir d'achat aux salariés, étudiants, retraités et privés d'emplois, garantir les droits sociaux et humains avec le plus grand nombre de députés communistes et de députés de gauche. Dans la plupart des stands on retrouve la thématique des Jours heureux et le visage de Fabien Roussel.

Électeurs du candidat communiste ou d'un autre, les participants expriment leur intérêt pour celui qui a su incarner le PCF, animer la campagne présidentielle, en donnant un nouveau visage d'espoir à la gauche. De nombreux débats sur la Fête ont fait le lien entre les propositions de Fabien Roussel et l'enjeu des législatives. Toute la gauche politique, associative et syndicale était représentée. Sur la laïcité Péna Ruiz, Ines Goffre Pedrosa et Christian Picquet pour le PCF, puis le président du conseil départemental du 31 PS Georges Méric débattent de la modernité

de cette valeur fondamentale de la République. Carole Delga, présidente de la région PS, Jérôme Monamy pour le PCF et Michel Molesin pour la fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGT exprimeront le soutien à la SAM et à la lutte des salariés, le besoin d'industrie et d'usines réparties sur tout le territoire.

Emmanuel Maurel pour la Fédération de la gauche républicaine et Christian Picquet pour le PCF ont débattu de la paix et de la situation en Europe.

Léon Desfontaines et Bastien Bonnargent pour le MJCF animent un débat sur la jeunesse et les enjeux éducatifs au moment où Amar Bellal, avec les syndicalistes de l'Energie, défend le mix énergétique.

Frédéric Rauch pour la commission Santé du PCF met en rapport la situation à l'hôpital et dans les Ehpad en lien avec les choix économiques des 40 dernières années. Les concerts, les stands militants et associatifs ont permis durant le week-end de faire vivre des jours heureux. ✪

Pierre Lacaze

secrétaire départemental du PCF 31
membre du CEN

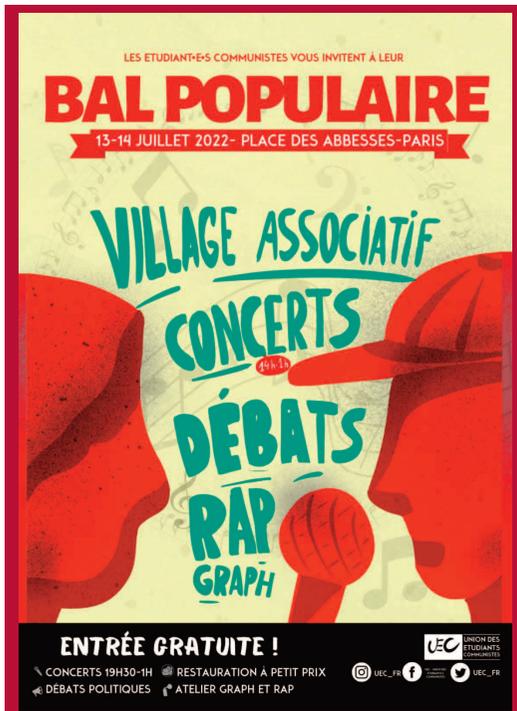


L'UEC vous invite à son bal les 13 et 14 juillet!

Les étudiantes et étudiants communistes ont le plaisir de vous inviter à leur bal populaire les 13 et 14 juillet prochain à Paris, place des Abbesses. Ce rendez-vous lors de la fête nationale, aussi festif que politique, est devenu depuis 1945 un événement incontournable. C'est un rendez-vous à destination des étudiantes et étudiants qui rassemble au-delà des générations. Le bal de l'UEC est l'espace de toutes celles et tous ceux qui aspirent aux jours heureux.

Après trois ans d'absence du fait de la crise sanitaire, le bal de l'UEC est particulièrement important cette année. Au lendemain d'une séquence électorale inédite, lors de laquelle nombre d'étudiants ont exprimé leur volonté de changement politique, le remaniement gouvernemental s'inscrit à pleine vitesse dans la course à la libéralisation de l'économie alors que les prix explosent et que le pouvoir d'achat diminue.

À l'approche de l'été, ce n'est pas le choix des destinations de vacances qui préoccupe



les étudiantes et étudiants, mais plutôt de trouver un job d'été pour financer leurs études. La précarité ne permet pas à nombre d'étudiants d'accéder aux loisirs et à la culture : alors l'UEC organise la solidarité en plein Paris avec son bal. Village associatif, débats, concerts, buvette, atelier graph et d'écriture de rap, l'UEC vous promet deux jours aussi riches que le seront les soirées. La scène ouverte regroupe des jeunes d'Île-de-France passionnés de musique qui viendront montrer leur talent. ✪

N'attendez plus, réservez la date et venez passer un moment avec les étudiants communistes.

Pour suivre l'actualité du bal, rendez-vous sur l'événement : <https://fb.me/e/1x54TK1yz>

Jeanne Péchon
secrétaire nationale de l'UEC

Le programme :

Mercredi 13 juillet

- 14 h : Ouverture du village associatif et de la buvette
- 16 h : Débat : Quels défis pour l'enseignement supérieur et pour la recherche ?
- 17 h 15 : Atelier Graph
- 18 h 30 : Discours d'ouverture du bal
- 19 h 30-0 h 30 : Concerts
- Open Mic : Scène ouverte
- Babass
- DJ Yacine

Jeudi 14 juillet

- 14 h : Ouverture du village associatif et de la buvette
- 15 h 30 : Atelier d'écriture de Rap
- 17 h : Débat : Paris 2024, sport populaire ?
- 19 h 30-1 h : Concerts
- Open Mic : Scène ouverte
- Les Mineurs
- DJ Yacine



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Colombie

Gustavo Petro en tête au 1^{er} tour de l'élection présidentielle

Le 29 mai 2022, le 1er tour de l'élection présidentielle en Colombie sera une date de nouveau écrite dans l'histoire de la Colombie. Gustavo Petro et Francia Marquez, les can-

didats du pacte historique, une grande coalition de gauche progressiste et écologique sont arrivés en tête au 1er tour avec 40,31% des voix.

Ils seront opposés au 2ème tour, le 19 juin au candidat indépendant, populiste, qui « penche » vers l'extrême-droite que l'on appelle parfois le « Trump colombien » Rodolfo Hernandez, arrivé second avec 28,20%. Ce 1er tour a été marquée par une défaite inédite de la « droite traditionnelle », le candidat soutenu par Ivan Duque n'est arrivé que troisième avec 23,87%.

Ce résultat de Gustavo Petro que le Parti communiste français salue, est une nouvelle victoire historique après l'avancée significative qu'avaient représentées les élections législatives de mars 2022. Gustavo Petro a fait toute sa campagne avec un slo-

gan simple et fort : « pour la vie », axé sur la paix et la justice sociale.

Cette élection arrive dans un pays confronté depuis des années à des inégalités criantes, à la reprise des affrontements armés. Mais aussi après un dernier mandat du président Ivan Duque marqué par les violences, la corruption et de nombreux mouvements sociaux qui veulent la paix, la fin des inégalités, le respect des droits humains.

Une nouvelle fois, dans un pays d'Amérique latine, les élections cherchent à concrétiser le changement à la suite d'une explosion sociale en 2021 et cela malgré les répressions brutales du pou-

voir en place. Des luttes syndicales, paysannes, féministes, étudiantes, autochtones, afro descendantes de jeunes, de lutte pour l'environnement cherchent une concrétisation politique en participant au débat électoral.

Le Parti communiste a suivi toute cette construction en apportant



son soutien à toutes ces luttes mais aussi en rencontrant des représentants du Parti communiste colombien, de Comunes, de Colombia humana, en participant à la rencontre du pacto historico à Paris avant l'élection présidentielle et en étant présent dans la mission d'observation des élections du PGE.

Le 2ème tour de l'élection présidentielle le 19 juin prochain sera essentiel pour continuer à faire entendre la volonté de changement du peuple colombien, la volonté de paix et de justice sociale. Il faut maintenant concrétiser cet espoir avec la victoire de Gustavo Petro par une mobilisation importante pour ne pas laisser s'installer un nouveau millionnaire corrompu, populiste d'extrême-droite à la tête de la Colombie.

Le Parti communiste français apporte tout son soutien et sa solidarité au peuple colombien, aux forces de gauche, au pacte historique pour aboutir à ce changement indispensable à la vie des gens et à la véritable application du processus de paix de 2016. ✪

Cécile Dumas

Responsable adjointe du secteur international du PCF ne charge des questions migratoires et de l'Amérique latine